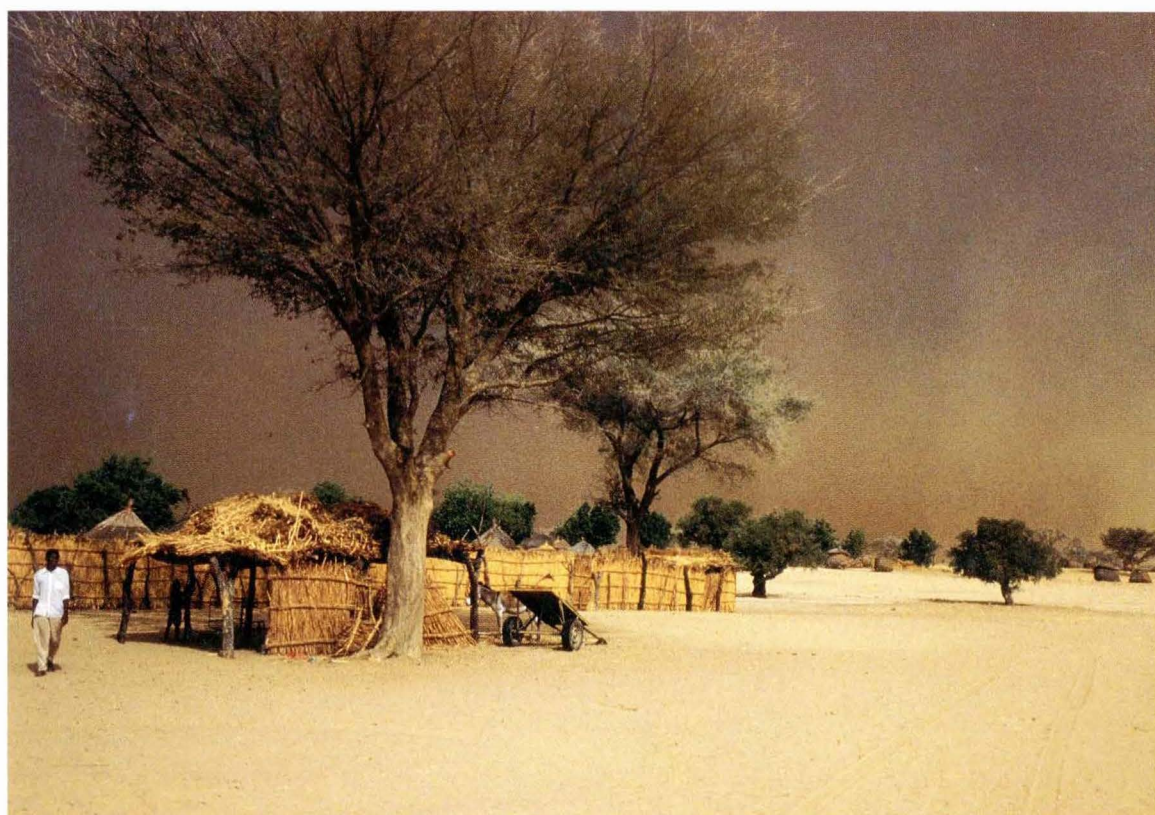


GESTION DES TERROIRS ET DES RESSOURCES NATURELLES AU SAHEL



ACTES DU SÉMINAIRE

2 - 3 AVRIL 1996 - MONTPELLIER, FRANCE

CNEARC

Les opérations de gestion de terroirs, un nouvel avatar des modes d'intervention en milieu rural en Afrique

Exposé introductif

JOUVE Philippe
CNEARC, Montpellier, France

Au cours des dernières années, on a assisté, particulièrement en Afrique sahélo-soudanienne, à la multiplication d'opérations de développement, faisant de la gestion de terroirs et des ressources naturelles leur objectif principal. Ainsi, dans chacun des pays sahéliens (Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad), on compte actuellement entre vingt et trente projets de ce type. Aussi, il paraît utile de s'interroger sur les raisons qui sont à l'origine de cette évolution des modes d'intervention en milieu rural, sur sa signification, mais aussi d'examiner les questions et les problèmes que pose la mise en œuvre des projets de gestion de terroirs (GT).

Les opérations de développement qui se revendiquent de l'approche de gestion de terroirs ont en commun deux caractéristiques principales : d'une part, elles visent toutes à lutter contre la dégradation de l'environnement et à promouvoir une meilleure gestion des ressources naturelles, d'autre part, elles interviennent généralement à l'échelle des villages et recherchent une participation active des populations aussi bien dans l'identification que dans la réalisation des actions à entreprendre. La programmation de ces actions donne généralement lieu à l'élaboration de plans de développement ou d'aménagement villageois.

Quelles sont les raisons qui sont à l'origine de l'intérêt porté à ce type d'approche qui sans être totalement nouvelle est devenue, soudain, une priorité de nombreux bailleurs de fonds et de gouvernements en matière de développement rural ?

Les échecs relatifs des modes d'intervention précédents, en matière de développement rural, qu'il s'agisse des projets dits "de productivité" des années 70 ou des projets "intégrés" de la décennie suivante, constituent incontestablement une première explication. Ces projets ont suscité de nombreuses critiques du fait, notamment, de leur caractère technocratique ne permettant pas une réelle participation paysanne, ce qui a fortement compromis la pérennité de leurs effets. Face à ces critiques, l'approche gestion de terroirs est apparue comme l'alternative qui devrait enfin permettre un développement véritable, certains ont même parlé de l'opération de la dernière

chance pour le développement rural au Sahel. On peut penser aussi que les préoccupations grandissantes des sociétés industrielles vis-à-vis des problèmes d'environnement, qu'il s'agisse de la pollution des villes et des campagnes, de l'effet de serre ou de l'altération de la couche d'ozone, ont également largement contribué à l'attention nouvelle qui est portée à la dégradation des milieux dans les PED.

Ce n'est donc pas par hasard que des institutions internationales comme la Banque mondiale ou le PNUD ont fait de la protection de l'environnement une de leur priorité, même si ce transfert d'intérêt pour l'environnement dans les PED s'est fait à partir de constats et d'analyses souvent sommaires et parfois excessifs. La littérature sur la notion de désertification en fournit un bon exemple (Warren, Agnew, 1988).

Il n'en reste pas moins que l'on assiste dans les PED à une réelle dégradation des ressources naturelles qui met en péril les bases productives des systèmes d'exploitation agricole et leur reproductibilité. Lutter contre cette dégradation devient donc un objectif majeur si on veut assurer la "durabilité" de l'agriculture de ces pays.

Mais à ces différentes raisons s'ajoute aussi la prise de conscience que le développement rural et la gestion conservatoire des ressources naturelles ne peut se faire sans la participation active des populations locales, participation qui, nous l'avons vu, constitue un des principes de base de l'approche gestion de terroirs.

La notion de terroir et le problème des échelles d'intervention

Parmi les questions que pose la mise en œuvre de cette nouvelle démarche de développement rural, il en est une qui paraît devoir être abordée en premier, car elle est moins formelle qu'il n'y paraît. C'est la question de la signification donnée à la notion de terroir.

L'analyse de son usage dans la littérature, comme dans les projets, met en évidence trois significations :

- la première, que je qualifierai de géographique dans la mesure où elle a été très largement utilisée dans les travaux des géographes africanistes tels que Sautter et Pélissier, désigne par terroir l'ensemble de l'espace aménagé et exploité par une communauté villageoise ;
- la deuxième signification, plus agronomique, désigne par terroir une unité de milieu naturel exploitée de façon homogène ; c'est dans ce sens que l'on parle par exemple d'un terroir viticole ;
- le troisième sens du mot terroir nous est proposé par les spécialistes des sciences sociales qui définissent le terroir comme un espace socialement défini, comprenant un ensemble de ressources et de droits associés à ces ressources, à l'intérieur duquel une communauté particulière est supposée satisfaire à la plupart de ses besoins.

La première et la troisième définition se complètent et se rejoignent en ce sens qu'elles renvoient à un même espace qui dans la plupart des cas correspond au territoire du village.

Ce territoire est rarement homogène, il comprend différentes unités de milieu (bas-fonds, glacis, plateau) auxquelles correspondent différents systèmes de culture ou mode d'exploitation du milieu (parcours, zone de chasse et de cueillette), il comprend donc différents terroirs au sens agronomique. Ignorer ce sens du mot terroir c'est se priver d'un outil d'analyse de la façon dont les communautés rurales utilisent et gèrent leur espace, c'est également se priver d'une échelle d'analyse qui n'est pas seulement théorique : dans de nombreux villages, les agriculteurs identifient par des appellations vernaculaires les différents "terroirs" de leur territoire villageois.

Cette réflexion sur la notion de terroir nous conduit à nous interroger sur l'échelle pertinente d'analyse et d'intervention en matière de gestion de terroirs. Celle qui est généralement privilégiée est l'échelle du village. A priori, ce choix paraît se justifier, au moins pour deux raisons. C'est à cette échelle que s'organise et se gère une grande partie des ressources naturelles (terre, eau, végétation naturelle). Par ailleurs, le village est une entité territoriale et humaine au sein de laquelle existent des relations de solidarité et de proximité permettant d'organiser la participation et la responsabilisation des populations à une meilleure gestion de leurs ressources. Ceci étant, les limites spatiales de cette entité ne sont pas toujours faciles à définir, notamment dans les zones de front pionnier ou de contestations foncières. En outre, on peut se demander si cette échelle est toujours la plus pertinente. En effet la gestion de certaines ressources comme les parcours ou la forêt, nécessite, dans de nombreux cas, de se placer à une échelle spatiale supérieure à celle du village (Seydou, 1991). Inversement, certains aménagements (bas-fonds, bassins versants) peuvent conduire à travailler à des échelles spatiales inférieures au territoire villageois.

Par ailleurs, dans la démarche gestion de terroirs, on ne doit pas seulement considérer l'hétérogénéité des milieux physiques et des ressources naturelles mais aussi prendre en compte la diversité au sein du village des utilisateurs de ces ressources, des groupes sociaux et des unités de production. Les différences de pouvoirs, de moyens et d'intérêts de ces catégories ne permettent pas de considérer le village comme une entité sociale homogène et solidaire ; en conséquence, chaque fois que cela est nécessaire, il conviendra de travailler avec des groupes particuliers.

Toutefois, si le village apparaît comme une échelle bien adaptée à la négociation de nouveaux modes de gestion des

ressources naturelles, il ne faut pas oublier que la plupart des projets ont des zones d'intervention qui comprennent généralement plusieurs centaines de villages. Se pose alors le problème de concilier une approche de développement local, à l'échelle du village et un mandat d'intervention de dimension régionale.

Ce problème de changement d'échelle se pose à la fois pour le choix des villages où vont être entreprises les premières actions, étant donné qu'aucun projet ne peut intervenir d'emblée sur l'ensemble des villages de sa zone d'action, mais aussi pour raisonner l'extrapolation, l'extension des résultats acquis sur les premiers sites d'intervention.

La focalisation des projets de gestion de terroirs sur les villages fait que ce problème de changement d'échelle est généralement mal résolu quand il n'est pas tout simplement occulté. Nous verrons, dans les communications qui seront faites lors de ce séminaire, qu'il existe cependant des outils et des méthodes qui permettent de l'aborder avec un minimum de rigueur. Par ailleurs, il sera intéressant d'examiner, à travers les expériences de projets de gestion de terroirs qui seront rapportées, comment concrètement ces projets articulent ces différentes échelles d'intervention, comment ils passent du village à la région ?

Notons enfin que la dimension régionale des projets de gestion de terroirs paraît d'autant plus nécessaire à prendre en compte que le fonctionnement des villages est de plus en plus dépendant de leur environnement économique et politique. En effet, l'accès aux marchés, aux services, l'importance croissante de l'artisanat et des revenus extra-agricoles, dans l'économie des unités de production sont des éléments qui jouent un rôle déterminant dans le fonctionnement des agrosystèmes villageois et l'utilisation de leurs propres ressources, comme le montrent les études réalisées dans la région de Mayahi au Niger qui seront présentées au cours de ce séminaire.

Nécessité et difficulté de caractériser l'état des ressources naturelles et leur évolution

Lutter contre la dégradation des ressources naturelles qui est, nous l'avons vu, une des finalités des projets de gestion de terroirs, suppose que l'on puisse porter un jugement sur l'état de ces ressources et les modalités de leur utilisation. Or, il faut bien reconnaître que peu de projets de gestion de terroirs disposent, au départ de leur action, de données objectives dans ces domaines. Faute de temps et de moyens, la plupart de ces projets fondent leurs actions sur une appréciation très générale et parfois erronée, de l'état réel des milieux et des ressources qu'ils sont censés améliorer. C'est pourquoi dans le programme de recherche sur la gestion des ressources naturelles au Sahel que le CNEARC a entrepris avec un certain nombre de partenaires du Sud et en particulier la Faculté d'agronomie de Niamey, la caractérisation de l'état de ses ressources a constitué un des grands thèmes de ce programme.

Si la caractérisation de l'état des ressources naturelles est un préalable indispensable, identifier les causes et les mécanismes de leur dégradation est tout aussi nécessaire. En particulier, dans l'analyse de la dégradation des ressources naturelles, se pose la question de savoir ce qui relève de facteurs anthropiques tels que la surexploitation des ressources liée à

l'accroissement démographique et ce qui est dû à des facteurs naturels comme la dégradation des conditions climatiques constatée au cours des deux dernières décennies au Sahel. C'est un champ de recherche très vaste, qui dans le cadre de notre programme, a surtout été abordé à travers l'analyse des mécanismes d'évolution des sols sableux d'origine dunaire. Ces travaux, dont Mireille Dosso rendra compte, sont très intéressants car ils montrent l'interaction des facteurs anthropiques et naturels dans la dynamique des sols et leur différenciation.

Un autre domaine de recherche qui nous paraît essentiel dans la caractérisation de l'état des ressources et de leur évolution, est l'étude du caractère réversible ou irréversible de leur dégradation. Les analyses et observations faites à Mayahi, concernant les ressources ligneuses et dont nous parlera Aboubacar Awaiss, apportent à la fois des éléments d'objectivation de la dégradation de ces ressources et des informations nouvelles sur leur régénération.

D'une façon générale, le problème auquel on est confronté quand on cherche à caractériser la dégradation des ressources naturelles, est la définition de la situation de référence. Faut-il prendre la situation précédant l'occupation humaine et considérer comme dégradation toute altération des milieux d'origine et notamment de la végétation climacique ? Ce choix, éminemment conservateur, occulte un phénomène majeur qu'est l'anthropisation des milieux. Il semble que le jugement sur l'état de ces milieux et leur évolution doit se faire non pas en référence à un passé, définitivement révolu, mais en considérant les perspectives et possibilités d'avenir et en particulier la capacité de ces milieux à maintenir, voire améliorer, leur capacité productive, c'est-à-dire leur fertilité. De ce fait, l'étude de cette fertilité constitue un objet de recherche tout à fait essentiel.

L'entrée par les pratiques

Vouloir améliorer la gestion des ressources naturelles comme on l'a ambitionné les projets de gestion de terroirs, suppose que l'on s'intéresse aux modes d'utilisation et de gestion de ces ressources par les populations locales. Cela conduit, très logiquement, à étudier leurs pratiques en matière d'utilisation des sols, des eaux, de la végétation naturelle et des parcours. Cette analyse des pratiques paysannes a été un des thèmes majeurs des études que nous avons entreprises dans le cadre du programme de recherche sur la gestion des ressources naturelles et des terroirs.

Comme toute analyse de pratiques, les études faites dans ce domaine ont témoigné de la richesse des savoirs paysans concernant aussi bien les comportements des sols que la valorisation de la diversité des espèces ligneuses. Elles ont permis aussi de révéler les stratégies des agriculteurs dans la gestion de ces ressources, qu'il s'agisse de stratégies foncières ou de stratégies pour s'adapter à un environnement climatique très aléatoire (cf. la communication d'Ibrahim Amoukou). Ces études de pratiques ont également permis de mieux identifier certaines contraintes : nous ignorions, par exemple, que la construction et l'entretien d'un puits traditionnel nécessitait plusieurs centaines de troncs d'arbres d'espèces bien particulières (Micheau, 1994).

Mais surtout ce que l'étude de ces pratiques nous a appris, ce sont les capacités des populations locales à faire face aux problèmes que pose la dégradation de leur environnement. L'adoption quasi spontanée de la pratique du "défrichement

amélioré" qu'a étudiée Astrid Joët en fournit un exemple particulièrement démonstratif qui atteste de cette surprenante "résilience" des sociétés sahéniennes que connaissent bien tous ceux qui ont été amenés à travailler avec elles.

L'étude des pratiques paysannes en matière de gestion des ressources naturelles constituent également une excellente porte d'entrée pour décrire et analyser les réglementations coutumières qui président à la gestion de ces ressources. Cette réglementation, généralement non écrite, donc mal connue des intervenants extérieurs, est très riche de signification. Non seulement elle témoigne de l'histoire agraire locale, de la nature des rapports sociaux, mais aussi de l'évolution générale des systèmes agraires et des relations entre les besoins des populations et les disponibilités offertes par les ressources du milieu. Ces règles coutumières de gestion des ressources ne sont donc pas figées, elles évoluent, notamment sous l'effet de l'accroissement de la pression foncière et de l'islamisation du Sahel.

Le problème qui se pose est celui de leur compatibilité avec les réglementations et juridictions définies par les Etats à l'échelle nationale. Faut-il comme a tenté de le faire le Burkina Faso du temps de Sankara, imposer aux populations locales des règles normatives de gestion de leur milieu et de leurs ressources, ou faut-il dans le cadre d'une réglementation nationale, permettre la reconnaissance de droits coutumiers locaux traduisant la diversité des situations ? En d'autres termes, faut-il subordonner les droits locaux aux réglementations nationales ou l'inverse ? Le débat est loin d'être clos. L'expérience acquise sur les différents terrains où nous avons travaillé au Sahel nous permet de faire les observations suivantes :

- du fait de la forte variation dans les pays sahéniens du rapport population / ressources naturelles, une réglementation uniforme, à l'échelle d'un pays, aura bien du mal à s'imposer ;
- au fur et à mesure de l'évolution de ce rapport, on assiste à un changement et une adaptation des règles coutumières. Les études faites à Mayahi sur les modes de gestion du foncier montrent très clairement cette évolution des règles traditionnelles (Ouedraogo, 1996) ;
- le caractère participatif de la démarche gestion de terroirs ne nécessite-t-elle pas d'élaborer avec les populations locales les règles de gestion des ressources naturelles de leur territoire ? Ce qui est donc contradictoire avec l'institution d'une juridiction normative de type national.

Un autre objet de débat dans la définition de ces règles de gestion et d'utilisation des ressources naturelles concerne l'arbitrage à faire entre droits collectifs et droits individuels. Si l'on en croit l'auteur de "la tragédie des communs", seuls les droits individuels permettraient à la fois de sécuriser les conditions d'accès aux ressources et d'assurer une gestion conservatoire de celles-ci. Les enquêtes de terrain montrent que les choses ne sont pas si simples et que les populations locales sont capables de définir et de faire respecter des règles collectives d'usage de certaines ressources (cf. les travaux d'Alain Bourbouze sur la gestion des parcours de montagne au Maroc).

Pour aborder concrètement ce type de débat, ne faut-il pas le replacer dans le cadre d'une bonne connaissance des dynamiques agraires qui sont à l'œuvre dans les pays sahéniens et raisonner la réglementation de la gestion des ressources naturelles en fonction du stade d'évolution de ces dynamiques ?

Enfin, l'analyse des droits d'usage des ressources naturelles

montre que ces droits ne sont pas indépendants de la structuration sociale des communautés villageoises. Il en résulte une prédominance des droits des groupes dominants (lignages fondateurs, anciens, etc.) et une marginalisation, voire une exclusion, de certains groupes sociaux (femmes, jeunes, éleveurs transhumants, anciens esclaves, etc.) (voir la communication de P. Maïzi). Or la plupart des opérations de gestion de terroirs sont fondées, implicitement ou explicitement, sur une reconnaissance, sans discrimination particulière, des droits des différentes catégories d'usagers.

On se trouve donc confronté à un dilemme : soit reconnaître les structures sociales existantes et perpétuer certaines inégalités, soit proposer des réglementations et des schémas d'organisation plus démocratiques (Lazarev, 1993) au risque de les voir être rejetés ou récupérés par les groupes dominants. L'analyse critique du fonctionnement du projet Mayahi faite par Eric Grosso fournit un bon exemple de ce type de situation.

Les diagnostics de situation préalables à l'action

Avant de s'engager dans l'action, prendre en compte l'état des ressources naturelles, leur mode d'utilisation et de gestion sociale, la diversité des situations agro-écologiques et des systèmes de production, suppose que l'on puisse effectuer le diagnostic de ces différents éléments. C'est en effet sur la base de ce diagnostic que normalement doivent être définis les thèmes prioritaires d'intervention ainsi que les plans d'aménagement ou de développement villageois. La réalisation de ce type de diagnostic constituant un des thèmes importants des formations du CNEARC, je me limiterai ici à rappeler les principes de base de ces diagnostics que nous nous sommes efforcés d'appliquer sur le terrain, puis j'évoquerai un certain nombre de problèmes que pose leur réalisation.

Nous avons vu que l'analyse des pratiques paysannes en matière d'exploitation du milieu et de gestion des ressources naturelles permet d'identifier les contraintes que subissent les agriculteurs, les solutions qu'ils ont su trouver à leurs problèmes et les stratégies d'action qu'ils ont privilégiées ; aussi nous pensons que tout diagnostic doit être basé sur cette analyse des pratiques paysannes. C'est dans cet esprit que Lazarev propose d'appréhender la perception qu'ont les villageois de leur propre espace, qu'il appelle la "géographie paysanne".

Le diagnostic des situations où l'on souhaite intervenir doit être global et prospectif. C'est pourquoi il faut prendre en compte les interactions entre les caractéristiques physiques, techniques, économiques et sociales des modes d'exploitation du milieu et de ses ressources. Pour ce faire, l'approche systémique constitue un cadre méthodologique et conceptuel particulièrement approprié ; le diagnostic doit permettre d'appréhender la diversité des situations locales et prendre en compte les différents niveaux d'organisation des modes d'exploitation du milieu et de la gestion de ses ressources. De la même façon, il doit permettre d'identifier les rôles et fonctions des différents usagers de ces ressources et leurs relations réciproques.

Il paraît utile de rappeler qu'un diagnostic étant un jugement porté dans un temps court, son opérationnalité est liée à l'acquisition préalable d'un certain nombre de connaissances et de références sur les situations à diagnostiquer. Cela né-

cessite une accumulation en amont de ces connaissances et références qui se fait à travers l'expérience paysanne comme à partir des travaux des chercheurs et qu'il convient donc de valoriser.

Les problèmes que pose la réalisation de ces diagnostics sont de différents ordres :

- il y a tout d'abord la difficulté, déjà évoquée, pour la majorité des projets de gestion de terroirs, de maîtriser les problèmes de changement d'échelle, pour passer du local au régional ;
- après avoir critiqué la longueur excessive de certains diagnostics, on en est arrivé dans beaucoup de projets à réduire leur durée à un temps tellement court qu'ils en perdent toute fiabilité ;
- peu d'opérateurs de développement ont une maîtrise suffisante des outils et méthodes permettant d'effectuer des diagnostics globaux et prospectifs.

Au-delà de ces problèmes, il y a une question que l'on retrouve dans la plupart des opérations de gestion de terroirs : quelle part donner à la participation paysanne dans la réalisation de ces diagnostics ? Schématiquement, deux attitudes s'affrontent. La première consiste à considérer que seuls des intervenants extérieurs disposant des connaissances et des méthodes appropriées pour juger de l'état des ressources naturelles et de leur utilisation, ont la capacité d'effectuer un diagnostic valable. L'autre considère au contraire que le diagnostic doit être fondé sur le point de vue des paysans et doit privilégier leur analyse et leurs souhaits. Même si le caractère participatif de la démarche gestion de terroirs est toujours affirmé, il faut bien reconnaître qu'il existe encore des projets qui établissent leurs plans d'action essentiellement à partir d'une analyse externe des problèmes, proposant ensuite aux paysans une série d'interventions pré-déterminées, la participation de ces derniers étant entendue au sens restreint du terme, comme une simple contribution à l'exécution des actions.

L'autre attitude, que l'on retrouve dans certaines ONG, est fondée sur une (sur)valorisation des connaissances paysannes et une forte prévention vis-à-vis de l'expertise externe et du monde de la recherche (Chambers, 1990).

Plutôt que de renvoyer dos à dos ces deux attitudes qui ont pu être qualifiées, l'une de technocratique, l'autre de populiste, n'y a-t-il pas possibilité de les réconcilier ou plus exactement de valoriser leurs apports et leurs avantages respectifs ? Comment rendre synergiques savoirs paysans et savoirs scientifiques ? C'est la question que je vous propose de débattre à la lumière des expériences et méthodes de diagnostic qui seront présentées dans la deuxième partie du séminaire.

La participation des populations locales

Les interrogations formulées concernant la réalisation des diagnostics nous ont conduit à aborder la question de la participation des populations locales. Celle-ci est en effet une question centrale dans la démarche de gestion des terroirs et ceci pour plusieurs raisons :

- tout d'abord, il est maintenant admis par tous que l'amélioration de la gestion des ressources naturelles ne peut se faire sans responsabiliser les usagers de ces ressources ;
- la durabilité des actions entreprises par les projets, une fois que ceux-ci seront terminés, ne peut être assurée que si les populations locales ont la maîtrise des actions de

restauration de leur environnement et se les ont véritablement appropriées ;

- les politiques de désengagement de l'Etat et de décentralisation adoptées par la majorité des pays sahéliens renforcent cette nécessité d'une responsabilisation des populations locales dans la gestion de leurs ressources naturelles ;
- enfin, cette participation des populations locales permet de valoriser leurs savoirs et savoir-faire dans l'élaboration de plans d'aménagement des terroirs.

En dépit de toutes ces bonnes raisons, la participation des paysans aux projets de gestion de terroirs ne va pas de soi. Elle est plus souvent affirmée que pratiquée comme nous le montre Eric Grosso à partir de l'analyse de la mise en œuvre du projet de développement rural de Mayahi. Cette participation des populations locales pose un certain nombre de problèmes et de questions.

- Il y a tout d'abord, la diversité des utilisateurs des ressources naturelles et des différents acteurs des opérations de gestion de terroirs. Comment faire participer les groupes sociaux dominés ou minoritaires que sont les femmes, les jeunes, les émigrés ? Comment faire reconnaître aux populations sédentaires des droits aux éleveurs transhumants et éviter, comme le dit André Marty, que la gestion de terroirs soit source d'exclusion pour ce type de population ?

- Quels types d'organisation, quelle forme de représentation, quelles procédures faut-il adopter pour rendre effective et opérationnelle la participation des populations locales ? A partir de l'exemple du projet de gestion de terroirs de Fillingué, Bernard Bonnet expose un point de vue sur la façon dont on peut instrumentaliser et institutionnaliser cette participation paysanne.

- Peut-on concilier incitation et participation comme le font certains projets soit pour susciter l'adhésion immédiate des agriculteurs par des actions dites "d'accrochage", soit pour les intéresser à des actions de restauration du milieu dont les effets sont différés à moyen ou long terme ?

- Quels rôles et quels comportements doivent avoir les intervenants extérieurs ? Il est clair que la démarche de gestion de terroirs nécessite une rupture par rapport aux comportements technocratiques ou paternalistes qui présidaient jusqu'ici aux relations entre techniciens et agriculteurs.

Ce changement d'attitude peut-il être obtenu sans changer les institutions, les opérateurs de développement et peut-être même les hommes à défaut des mentalités ? Sur ce point, le témoignage des représentants des différents projets de gestion de terroirs qui participent au séminaire nous sera particulièrement précieux. Il apparaît que la redéfinition des rôles et responsabilités respectives des agriculteurs et des opérateurs de développement nécessite un investissement important dans la formation. Le CNEARC s'efforce d'y contribuer. Mais que faut-il faire pour améliorer l'efficacité de ces formations et faire profiter de cette action de formation les différents acteurs des opérations de gestion de terroirs, y compris les plus défavorisés ?

- Enfin, on ne peut ignorer que l'ambition de la participation paysanne qui est de vouloir faire des usagers et des bénéficiaires de projets, des acteurs responsables de leur propre développement et même des citoyens comme le propose G. Lazarev dans sa conception de "l'éco-développement participatif", est un acte politique. De ce point de vue, on peut craindre que la politique de désengagement adoptée, bon gré mal gré, par la plupart des sahéliens, se traduise par un dé-

sengagement politique de ces mêmes Etats dans la création des conditions permettant une véritable participation des communautés rurales à la gestion de leurs propres ressources.

La dernière partie du séminaire a été réservée à des exposés de responsables de projets de gestion de terroirs de différents pays sahéliens (Mali, Burkina Faso, Niger) bénéficiant de l'appui financier et technique d'organismes de coopération aussi divers qu'Helvetas, la GTZ, la CFD ou le FENU. Cette invitation faite à des professionnels de participer à nos débats revêt plusieurs significations. Nous pensons que les échanges d'expériences entre projets peuvent être extrêmement bénéfiques pour éviter de reproduire les erreurs commises par les autres mais aussi pour valoriser les aspects positifs et originaux que présente, en général, tout projet de développement. Ces échanges peuvent avoir des vertus pédagogiques comparables à celles des échanges d'expériences entre paysans que le CNEARC a contribué à développer entre la Côte d'Ivoire et le Mali en matière d'aménagement hydro-agricole. Il semble aussi très utile que s'instaure un dialogue entre les chercheurs, les formateurs et ceux qui, sur le terrain, sont directement engagés dans les opérations de gestion de terroirs. Ces échanges nous paraissent essentiels si l'on veut véritablement que les modalités du développement deviennent des objets de recherche.

En conclusion, je voudrais souligner combien les projets de gestion de terroirs constituent un domaine d'étude et de recherche privilégié pour réfléchir aux problèmes posés par le développement rural. En effet, dans ces projets, on se trouve confronté à toute une série de dualités, d'alternatives voire de contradictions qui caractérisent la complexité des opérations de développement rural dans les PED. Je me contenterai de citer quelques unes de ces dualités, laissant aux exposés et aux débats le soin de les illustrer et de les discuter :

- court terme / long terme ;
- opérations solvables / opérations non solvables ;
- actions individuelles / actions collectives ;
- activités agricoles / activités pastorales ;
- initiatives privées / initiatives publiques ;
- local / régional ;
- ville / campagne ;
- droits coutumiers / droits publics etc.

Le champ de la réflexion que nous ouvre l'analyse des opérations de gestion de terroirs et des ressources naturelles est donc vaste et je remercie tout ceux qui, en acceptant de participer à ce séminaire, ont bien voulu apporter leur contribution à cette réflexion.

Références bibliographiques

- WARRIN A., AGNEW L., 1988. Une analyse de la désertification et de la dégradation des sols en zones arides et semi-arides. Programme des zones arides, Doc. n°2, 28 p. IED.
- MICHEAU P., 1994. Caractérisation des ressources naturelles-renouvelables de l'arrondissement de Mayahi au Niger. Mémoire CNEARC, ESAT, Montpellier, France.
- SEYDOU A., 1991. Gestion des ressources pastorales de Dorobobo. Mémoire CNEARC. Montpellier, France, ESAT.
- LAZAREV C., 1993. Vers un éco-développement participatif. Paris, France, l'Harmattan.
- CHAMBERS R. 1990. Développement rural. La pauvreté cachée. Paris, France, Karthala.

Débat

UN PARTICIPANT

Est-ce que l'on ne retombe pas dans le même débat entre développeurs et chercheurs ? Faut-il faire de la recherche pour connaître les modes de gestion des ressources par les populations locales avant d'entamer l'approche gestion de terroir ou bien inclure cette recherche dans un projet de gestion de terroir ?

JOUVE P.

Il y a plusieurs types de recherches à distinguer. Celles qui portent sur la connaissance des milieux et des sociétés. Elles se font sur le long terme et constituent des strates de connaissances qui malheureusement sont peu connues et peu utilisées. Chercheurs et développeurs ont des efforts à faire afin que la diffusion et l'utilisation de ces connaissances soient améliorées. Cette accumulation des connaissances n'est pas directement liée aux projets et n'est pas financée par eux la plupart du temps. Cependant, ce type de recherche a un rôle social essentiel. Un autre problème concerne la recherche directement liée aux opérations. Ce type de recherche, dont les budgets ne sont généralement pas importants, ne permet pas des anticipations très fortes. Enfin, on peut dégager un troisième type de recherche qui serait une réflexion sur les modalités d'intervention en milieu rural.

RUELLAN A.

Il est difficile de mettre en relation les actions de recherche et de développement. Il y a très peu d'actions de recherche qui sont lancées sans arrière pensée de développement. Ce qu'il faut mieux réussir, c'est la mise en relation des projets avec les actions de recherche en cours ou qui ont déjà été faites ou qui sont annoncées. On est aujourd'hui dans une dichotomie excessive pour des raisons financières mais surtout pour des raisons de "croyances". Beaucoup de gens qui élaborent les stratégies des projets de développement ne croient pas à la recherche. Il faut mettre en relation ceux qui font plutôt un travail de recherche et ceux qui font plutôt un travail de développement. La création d'équipes communes serait beaucoup plus productive.

BROCHET .M

On peut illustrer l'axe de recherche proposé par P. Jouve concernant l'étude des modalités d'intervention des projets. Dans le cas des projets de gestion de terroir, il serait intéressant de voir quelles sont les représentations que se font les décideurs et les acteurs d'un projet d'aménagement et d'une réalité agricole. Quelle vision ont-ils du milieu et d'une société agricole transformée ? Quand on regarde certains manuels sur des thématiques d'aménagement, on voit souvent un paysage, considéré comme non aménagé ou dégradé suivi d'une projection de ce que le projet se propose de faire pour mettre en ordre et aménager ce paysage. Des études sur ce "gap" de la perception de la réalité et la projection que se proposent les gens pourraient aider à mieux comprendre tous les biais qui existent dans les projets.

LE CORFEC

Les projets de gestion de terroir sont axés vers le développement notamment par des interventions techniques. Mais l'on peut en effet s'interroger sur les modes de représentation du développement qu'ont les gens.

JOUVE P.

Il serait un peu inexact de présenter les projets gestion de terroir comme des projets simplement de transformation

technique. Les dernières évolutions mettent d'avantage l'accent sur les problèmes d'organisation et de mobilisation. Elles laissent un peu de côté les problèmes de gestion de l'environnement. Certains projets de gestion de terroir se rapprochent actuellement de projets de développement local.

La dimension qui est donnée à la gestion de terroir va bien au-delà de la dimension technique. Il s'agit aussi d'une modification des rapports entre les différents acteurs du développement ainsi qu'une valorisation de la perception qu'ont les sociétés rurales de leur propre milieu. Dans le passé, il y avait deux grands types de projets. D'une part, les projets environnementalistes qui avaient été induits par les grandes structures de coopération des pays du Nord et qui ont transféré leurs préoccupations environnementalistes au pays du Sud. D'autre part, il y avait les projets de développement local qui se sont rendus compte que la pérennité d'actions de développement nécessitait une gestion des milieux à moyen et long terme.

Il y a trois ou quatre ans, il y a eu une évolution respective de ces deux types de projets dans un sens de convergence. On peut se demander si la participation paysanne, actuellement au cœur des débats, ne va pas dans une certaine mesure laisser de côté les problèmes de gestion de l'environnement.

UN PARTICIPANT

Pour en revenir au diagnostic, il faut qu'il soit partagé, car tous les paysans n'ont pas la même connaissance du milieu. Ce diagnostic doit être l'occasion d'un dialogue de manière à réfléchir entre acteurs et mieux connaître les terroirs. En ce qui concerne l'action de la recherche, celle-ci permet d'identifier des points de blocage et de faire des investigations plus poussées. Dans ce cas là, la recherche peut nourrir l'expérience de terrain.

BROCHET. M

Par rapport à la vision que l'on avait d'un paysage et de son éventuelle transformation, il va de soi que lorsque l'on imagine un paysage transformé, il y a aussi une transformation des représentations mentales. Il y a eu souvent des approches technocratiques qui voulaient corriger un espace par rapport à des conceptions environnementalistes en faisant abstraction des aspects sociaux. A l'heure actuelle, les mêmes personnes, qui maintenant ont de nouvelles formes d'organisation, de nouvelles structures sociales en tête, sont toujours dans le transfert au lieu de faire les diagnostics des réalités pour les comprendre.

RUELLAN. A

J'aimerais faire quelques réflexions concernant les questions d'environnement et de développement. Le développement des sociétés humaines ne peut pas se faire sans un cadre environnemental correct. Inversement, on a pas le droit d'opposer l'environnement au développement.

Il a trop souvent été dit que toute action humaine, toute action anthropique est dégradante du milieu. C'est faux, elle est transformante, mais elle n'est pas forcément dégradante sauf à redéfinir le mot dégradation. Si l'on donne une signification négative au mot dégradation, on ne peut pas dire que les sociétés humaines ont systématiquement dégradé le milieu. Elles ont transformé le milieu et du simple point de vue de la fertilité, s'il n'y avait pas eu les sociétés humaines, certains milieux ne seraient pas devenus fertiles pour le développement des activités humaines.